

108383-2026 - Competition

France – Industrial machinery – Etude et realisation d'un équipement industriel d'erosion chimique en phase liquide pour des grands composants en silice

OJ S 32/2026 16/02/2026

Contract or concession notice – standard regime

Supplies

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: CEA Le Ripault (37)

Email: leo.chesseron@cea.fr

Legal type of the buyer: Body governed by public law

Activity of the contracting authority: Education

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Etude et realisation d'un équipement industriel d'erosion chimique en phase liquide pour des grands composants en silice

Description: Le CEA cherche à acquérir un équipement industriel d'erosion chimique en phase liquide pour des grands composants en silice.

Procedure identifier: ab4b1a2b-80c3-4e6a-818c-784648c1cebb

Internal identifier: B26-00141

Type of procedure: Negotiated with prior publication of a call for competition / competitive with negotiation

The procedure is accelerated: yes

Justification for the accelerated procedure: Cette procédure n'est pas accélérée.

Main features of the procedure: Procédure avec négociation

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Supplies

Main classification (cpv): 42000000 Industrial machinery

2.1.2. Place of performance

Postal address: Place Raoul Dautry BP 16

Town: Monts

Postcode: 37260

Country subdivision (NUTS): Indre-et-Loire (FRB04)

Country: France

2.1.4. General information

Additional information: La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique, livre 1er. S'agissant d'une procédure avec négociation, seul un dossier de candidature est à soumettre à ce stade. Seuls les candidats retenus par le CEA seront invités à remettre une offre. 1/ ELEMENTS DEMANDES AU TITRE DE LA

CANDIDATURE : 1.1/ CAPACITE ADMINISTRATIVE : 1.1.1/ Les entreprises candidates doivent fournir à l'appui de leur candidature: - "L'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte – déclinaison en règles de sécurité

informatique" dûment complété et signé, - La fiche individuelle de demande d'entrée (Annexe 2 du règlement de consultation) incluant : o Les noms, qualités et pièces d'identité des participants à la visite. - Le formulaire DC1 (lettre de demande de participation et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou une lettre de demande de participation signée par une personne habilitée à engager l'entreprise ou habilitant le mandataire d'un groupement à représenter le groupement accompagnée d'une attestation sur l'honneur contenant l'ensemble des informations demandées à la page 3 dudit formulaire. - Le formulaire DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ou tout autre document permettant de connaître le chiffre d'affaire annuel sur 3 ans ainsi que la ventilation au regard des fournitures, prestations, ou travaux objet de cette consultation Les formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclarationducandidat> , - la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente, - les attestations de régularité fiscales et sociales, - le bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES) des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement est obligatoire en vertu de la loi, 1.1.2/ En cas de groupement, ce dernier doit revêtir la forme d'un groupement momentané d'entreprises (GME) solidaire ou à défaut d'un GME conjoint. En tout état de cause, le mandataire doit être solidaire de tous les membres du groupement. Il est interdit de cumuler les candidatures : en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements y compris en tant que mandataire, en tant que membre d'un groupement et mandataire d'un autre. 1.1.3/ Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique et des dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité. Le formulaire DAST est à compléter pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant. 1.1.4/ Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Si elles ne sont pas en mesure de produire certains des documents demandés dans le présent avis de marché, elles peuvent justifier de leurs capacités financières et professionnelles par d'autres moyens que ceux indiqués dans le présent avis et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables. 1.2/ CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE : Les entreprises candidates doivent fournir à l'appui de leur candidature un dossier de présentation du candidat, et le cas échéant de chaque cotraitant, comprenant entre autres : - les caractéristiques de l'entreprise : forme juridique, effectif total, dimensions, activités, organigramme, - un extrait Kbis ou équivalent, - une attestation d'assurance en cours de validité pour le candidat et chaque cotraitant, - le chiffre d'affaires global et le CA concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles, - lorsqu'il appartient à un groupe : une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe, - si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes renseignements et documents concernant son /ses sous-traitants. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce(s) sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié. La sous-traitance totale est interdite. 1.3/ CAPACITE TECHNIQUE ET/OU PROFESSIONNELLE : - une plaquette de présentation de l'entreprise décrivant précisément son organisation sur le plan technique et commercial, - un dossier de références de l'entreprise pour des prestations de services similaires au cours des 3 dernières années, - une description précise des moyens humains et matériels pouvant être mis en oeuvre dans le cadre de l'exécution du marché, les certifications, attestations et agréments techniques en rapport avec l'objet du marché. Le candidat devra démontrer, par tout moyen approprié (références, compétences, ...), sa capacité technique certaine à concevoir et fournir un équipement permettant a minima : - une exploitation en salle blanche respectant les normes de propreté ISO8 à ISO6, - l'utilisation d'un hydroxyde concentré à 30% minimum et à une température allant de 80°C à 100°C, - une

utilisation annuelle de 4000 heures sur une plage de température allant de 80°C à 100°C, - une stabilité des performances et des interactions physico-chimiques dans le temps, - une préhension automatisée entre les phases de processus pour des pièces de 20 kilogrammes minimum. Les éléments fournis devront permettre d'apprécier la robustesse du procédé, la reproductibilité des performances et la capacité du candidat à identifier et corriger les dérives.

2/ FORMALISME POUR LA REMISE DE LA CANDIDATURE :

2.1/ La candidature contiendra tous les éléments demandés dans le présent avis de marché. Tout dossier transmis incomplet pourra être écarté.

2.2/ Les candidatures peuvent être remises par voie électronique et être déposées sur la plateforme de dématérialisation des marchés (<https://www.marchespublics.gouv.fr>) en suivant les étapes décrites dans le guide d'utilisation en ligne (rubrique "aide").

2.3/ La plateforme est dotée d'outils de signature et de chiffrement agréés. La signature électronique du dossier est recommandée. Le candidat doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

2.4/ Envoi par le candidat de plusieurs réponses électroniques à un même avis de marché : le candidat peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour un même avis de marché, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent avis de marché. Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue, les envois précédents ne seront pas ouverts. En conséquence, le candidat prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.

2.5/ Les candidatures peuvent être envoyées par voie postale ou par porteur avec la mention « B26-00141 + ETUDE ET REALISATION D'UN EQUIPEMENT INDUSTRIEL D'EROSION CHIMIQUE EN PHASE LIQUIDE POUR DES GRANDS COMPOSANTS OPTIQUES EN SILICE - NE PAS OUVRIR » à l'adresse suivante : « Place Raoul Dautry BP16 37260 Monts, à l'attention de M Léo CHESSERON. La candidature sera fournie en 2 exemplaire(s) (1 original et 1 copie)

3/ CONFIDENTIALITE ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES :

3.1/ Afin de protéger la confidentialité de certaines informations, certains documents de la consultation seront mis à disposition des seuls candidats admis à soumissionner.

3.2/ Documents DR : certains documents de la consultation contiennent des informations sensibles et font l'objet d'une mention particulière « Diffusion Restreinte », visant à garantir leur confidentialité. Afin de permettre l'envoi de ces documents (en phase offre) sous format informatique via la plateforme PLACE ou via support amovible (Clé USB), les candidats doivent retourner à l'appui de leur candidature le document « Engagement du Soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte déclinaison en règles de sécurité informatique » dûment signé. Dans le cas contraire, les documents sensibles ne pourront pas faire l'objet d'un envoi électronique et seront adressés sous format papier uniquement par courrier suivant les dispositions de l'IGI 1300 du 9.08.2021.

3.3/ Le présent avis, le règlement de la consultation et l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information DR sont à retirer sur <https://www.marchespublics.gouv.fr>.

Legal basis:

Directive 2009/81/EC

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Notice

Analogous situation like bankruptcy, insolvency or arrangement with creditors under national law:

Bankruptcy:

Corruption:

Arrangement with creditors:

Participation in a criminal organisation:

Agreements with other economic operators aimed at distorting competition:
Breaching of obligations in the fields of environmental law:
Money laundering or terrorist financing:
Fraud:
Child labour and including other forms of trafficking in human beings:
Insolvency:
Breaching of obligations in the fields of labour law:
Assets being administered by liquidator:
Misrepresentation, withheld information, unable to provide required documents or obtained confidential information of this procedure:
Conflict of interest due to its participation in the procurement procedure:
Direct or indirect involvement in the preparation of this procurement procedure:
Early termination, damages, or other comparable sanctions:
Breaching of obligations in the fields of social law:
Business activities are suspended:
Terrorist offences or offences linked to terrorist activities:

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: ETUDE ET REALISATION D'UN EQUIPEMENT INDUSTRIEL D'EROSION CHIMIQUE EN PHASE LIQUIDE POUR DES GRANDS COMPOSANTS OPTIQUES EN SILICE

Description: Le CEA cherche à acquérir un équipement industriel d'érosion chimique en phase liquide pour des grands composants optiques en silice.

Internal identifier: B26-00141

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Supplies

Main classification (cpv): 42000000 Industrial machinery

Quantity: 1 piece

Options:

Description of the options: Tranche optionnelle de réalisation à l'issue des études

5.1.2. Place of performance

Postal address: ZONE LASERIS 1, CEA/CESTA Avenue du Médoc Parc scientifique et technologique Laseris

Town: Le BARP

Postcode: 33114

Country subdivision (NUTS): Gironde (FRI12)

Country: France

5.1.3. Estimated duration

Duration: 4 Years

5.1.4. Renewal

Maximum renewals: 2

Other information about renewals: Cf. DCE phase offre

5.1.6. General information

Procurement Project not financed with EU Funds.

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Notice

Criterion: General yearly turnover

Description of selection criterion: Le candidat démontrera sa santé financière via ses bilans comptables des 3 dernières années.

The criteria will be used to select the candidates to be invited for the second stage of the procedure

Criterion: References on specified services

Description of selection criterion: Le candidat devra démontrer, par tout moyen approprié (références, compétences, ...), sa capacité technique certaine à concevoir et fournir un équipement permettant a minima : - une exploitation en salle blanche respectant les normes de propreté ISO8 à ISO6, - l'utilisation d'un hydroxyde concentré à 30% minimum et à une température allant de 80°C à 100°C, - une utilisation annuelle de 4000 heures sur une plage de température allant de 80°C à 100°C, - une stabilité des performances et des interactions physico-chimiques dans le temps, - une préhension automatisée entre les phases de processus pour des pièces de 20 kilogrammes minimum. Les éléments fournis devront permettre d'apprécier la robustesse du procédé, la reproductibilité des performances et la capacité du candidat à identifier et corriger les dérives.

The criteria will be used to select the candidates to be invited for the second stage of the procedure

Criterion: Security of information

Description of selection criterion: Ce dossier administratif doit contenir : - L'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte –déclinaison en règles de sécurité informatique » dûment complété et signé ; - La fiche individuelle de demande d'entrée (Annexe 2 du règlement de consultation) incluant : o Les noms, qualités et pièces d'identité des participants à la visite. - Le formulaire DC1 (lettre de demande de participation et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou une lettre de demande de participation signée par une personne habilitée à engager l'entreprise ou habilitant le mandataire d'un groupement à représenter le groupement accompagnée d'une attestation sur l'honneur contenant l'ensemble des informations demandées à la page 3 dudit formulaire. - Le formulaire DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ou tout autre document permettant de connaître le chiffre d'affaire annuel sur 3 ans ainsi que la ventilation au regard des fournitures, prestations, ou travaux objet de cette consultation Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> - Attestation d'assurance civile et professionnelle en cours de validité, - Des références pour des fournitures ou réalisation de prestations similaires au cours des 3 dernières années. - Les coordonnées de l'interlocuteur du soumissionnaire (Nom, Adresse, E-mail, Téléphone), - Une déclaration du candidat attestant (procédure, interdiction ou règles d'effet équivalentes pour les candidats étrangers) : o qu'il n'est pas en état de liquidation judiciaire ou de faillite personnelle ; o qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner, au sens du code de la commande publique ; o que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail ; - Attestations fiscales et sociales : o Les pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ou équivalent pour les sociétés étrangères, o Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'elle a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou équivalent pour les sociétés étrangères, - Le cas échéant, une note justifiant le recours à la sous-traitance, détaillant la nature, le volume

ainsi que le montant des prestations qui seraient sous-traitées et démontrant la maîtrise des prestations sous traitées (dans cette hypothèse, le soumissionnaire devra compléter et joindre chaque déclaration de sous-traitance associée). - La copie du ou des jugements prononcés si le soumissionnaire est en redressement judiciaire. - Les caractéristiques de l'entreprise : statuts, forme juridique.

The criteria will be used to select the candidates to be invited for the second stage of the procedure

Information about the second stage of a two-stage procedure:

The procedure will take place in successive stages. At each stage, some participants may be eliminated

5.1.11. Procurement documents

Access to certain procurement documents is restricted

Justification for restricting access to certain procurement documents: Protection of particularly sensitive information

Information about restricted documents is available at: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12. Terms of procurement

Terms of the procedure:

Security clearance is required

Description: Ce marché est un marché sensible au sens de l'article 5.3.2 de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'IGI 1300. Les candidats doivent impérativement fournir les documents relatifs à l'enquête administrative indiqués dans le présent avis de marché / dans le DCE.

Terms of submission:

Obligatory indication of subcontracting: The share of the contract that the tenderer intends to subcontract

Electronic submission: Allowed

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Variants: Not allowed

Deadline for receipt of requests to participate: 16/03/2026 18:00:00 (UTC+01:00) Central European Time, Western European Summer Time

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: Yes

Conditions relating to the performance of the contract: Aucune condition nécessaire

Electronic invoicing: Allowed

Electronic ordering will be used: no

Electronic payment will be used: yes

Legal form that must be taken by a group of tenderers that is awarded a contract: Pour l'attribution du marché, le CEA impose que le groupement momentané d'entreprises soit un groupement solidaire.

Financial arrangement: Règlement à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, via le portail Chorus Pro de l'Etat (<https://choruspro.gouv.fr>), sous réserve de l'acceptation préalable par le CEA de la prestation. Les modalités relatives à l'avance sont précisées dans le DCE.

Subcontracting:

The contractor must indicate any change of subcontractors during the execution of the contract.

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

No framework agreement

5.1.16. Further information, mediation and review

Mediation organisation: Tribunal administratif d'Orléans

Review organisation: Tribunal administratif d'Orléans

Information about review deadlines: Le référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du Code de justice administrative. Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées.

Organisation providing additional information about the procurement procedure: CEA Le Ripault (37)

Organisation providing offline access to the procurement documents: CEA Le Ripault (37)

Organisation providing more information on the review procedures: Tribunal administratif d'Orléans

Organisation processing tenders: CEA Le Ripault (37)

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: CEA Le Ripault (37)

Registration number: 77568501900314

Department: Indre-et-Loire

Postal address: Place Raoul Dautry

Town: Monts

Postcode: 37260

Country subdivision (NUTS): Indre-et-Loire (FRB04)

Country: France

Email: leo.chesseron@cea.fr

Telephone: +33 247344388

Fax: +33 247345116

Internet address: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Information exchange endpoint (URL): <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Buyer profile: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Roles of this organisation:

Buyer

Organisation providing additional information about the procurement procedure

Organisation providing offline access to the procurement documents

Organisation processing tenders

8.1. ORG-0003

Official name: Tribunal administratif d'Orléans

Registration number: 17450005800022

Postal address: 28 rue de la Bretonnerie

Town: Orleans

Postcode: 45057

Country subdivision (NUTS): Loiret (FRB06)

Country: France

Email: greffe.ta-orleans@juradm.fr

Telephone: +33 238775900

Fax: +33 238538516

Internet address: <https://orleans.tribunal-administratif.fr/>

Roles of this organisation:

Review organisation

Organisation providing more information on the review procedures

Mediation organisation

Notice information

Notice identifier/version: a78d7317-f82b-470f-8d69-086f5091e0a6 - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 18

Notice dispatch date: 13/02/2026 12:00:22 (UTC+00:00) Western European Time, GMT

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 108383-2026

OJ S issue number: 32/2026

Publication date: 16/02/2026